

**Le programme "Agricultures paysannes et modernisation" de la Fondation pour le Progrès de l'Homme**

**Hervieu B.**

*in*

Abdel Hakim T. (ed.).  
Les systèmes de vulgarisation dans les pays du sud-est de la Méditerranée : Egypte, Liban, Syrie, Jordanie : synthèse des actes du séminaire du Caire

Montpellier : CIHEAM  
Cahiers Options Méditerranéennes; n. 2(3)

1994  
pages 35-39

Article available on line / Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://om.ciheam.org/article.php?IDPDF=94400022>

To cite this article / Pour citer cet article

Hervieu B. **Le programme "Agricultures paysannes et modernisation" de la Fondation pour le Progrès de l'Homme.** In : Abdel Hakim T. (ed.). *Les systèmes de vulgarisation dans les pays du sud-est de la Méditerranée : Egypte, Liban, Syrie, Jordanie : synthèse des actes du séminaire du Caire.* Montpellier : CIHEAM, 1994. p. 35-39 (Cahiers Options Méditerranéennes; n. 2(3))



<http://www.ciheam.org/>  
<http://om.ciheam.org/>

# Annexe

## Le programme « **Agricultures paysannes et modernisation** » de la **Fondation pour le Progrès de l'Homme**

présenté par **Bertrand Hervieu**

### I – La Fondation pour le Progrès de l'Homme

#### 1. Son origine

La FPH est une fondation privée de droit suisse qui a été créée par Charles Léopold Mayer (1881-1971), français d'origine suisse et irlandaise, tout à la fois chimiste, chercheur, philosophe et philanthrope. Un homme du XIX<sup>ème</sup> siècle soucieux de la préparation du XXI<sup>ème</sup>. Toute sa vie, il a fait fructifier sa fortune avec l'idée de la mettre au service de travaux à caractère scientifique et humanitaire.

La FPH, sous sa forme actuelle, a été créée en 1982. Elle ne fonctionne qu'à partir des revenus du patrimoine transmis par son fondateur. Elle n'a de compte à rendre qu'à son Conseil de Fondation composé de neuf personnes. Ceci lui donne une liberté d'action et lui permet aussi de travailler dans la durée.

#### 2. Ses convictions

La fondation part d'un constat : la science, son utilisation à travers les nouvelles machines, les nouveaux produits, n'engendre pas automatiquement un progrès pour l'homme. Les sciences et les techniques servent autant à tuer qu'à faire vivre, autant à rendre esclave qu'à libérer.

En cette fin de XX<sup>ème</sup> siècle, le progrès ne consiste plus à développer sans frein les sciences et les techniques, mais sans doute à inventer le « comment faire » pour que les connaissances actuelles ou futures soient mieux mises au service de tous les hommes. Voilà le *credo* de la FPH et l'explication de sa recherche constante : comment agir sur la constitution, l'expression, la reconnaissance des savoirs pour que, par leur partage et leur diffusion, le plus grand nombre y trouve des sources renouvelées d'épanouissement et de développement ?

Ces savoirs potentiellement utiles ne se limitent pas pour nous à ceux qui sont ordinairement dans la rubrique « scientifique ». Toutes les pratiques, les connaissances, les représentations, les méthodes qui ont subi l'épreuve des faits font partie à nos yeux des savoirs à transmettre. Ce qui compte pour nous, c'est la confrontation rigoureuse des idées et des faits.

#### 3. Les actions

Pendant la période 1982–1988, la Fondation a soutenu plus de 300 projets, des plus modestes aux plus ambitieux dans des domaines les plus variés : éducation, habitat, santé, écologie, agricultures, pêche, artisanat... A partir de 1988 nous avons vu les risques de dispersion cumulative de projets sans profit mutuel. Nous avons tiré un bilan de ces expériences et projets.

Nous avons conclu que, sur certaines questions décisives pour l'avenir de l'humanité, les savoirs, les connaissances effectivement utiles et mobilisés restaient très largement insuffisants. Ceci nécessitait une réflexion et une action collective, à inventer, à un niveau international.

Nos convictions sur les relations entre savoirs et progrès constituent le tronc commun du travail de la Fondation. Nous pensons qu'il vaut mieux faire avancer un petit peu des problèmes majeurs que s'activer sur des solutions de problèmes secondaires qui risquent d'être balayés par des enjeux plus importants.

C'est ainsi que la FPH a retenu sept problèmes majeurs qui constituent nos thèmes prioritaires de recherche et d'action :

- l'avenir de la planète et les équilibres écologiques globaux ;
- la promotion et la rencontre des cultures ;
- l'innovation et les mutations de la société ;
- les relations entre Etat et société ;
- la lutte contre l'exclusion ;
- la construction de la paix ;
- les agricultures paysannes et leur modernisation.

## II – Le programme « Agricultures paysannes et modernisation »

### 1. Deux constatations générales peuvent être faites

#### A. Démocratisation sans développement

La globalisation, au niveau de la planète, d'une politique macro-économique basée sur une philosophie qui fait du marché le seul régulateur des déséquilibres, a contribué à consolider en cette fin de siècle la mondialisation de la pauvreté.

Des plans de stabilisation macro-économique et d'ajustement structurel sont mis en place d'une façon systématique dans plus de 77 pays. Ils sont à l'origine de l'institutionnalisation de l'exclusion de la citoyenneté de centaines de millions de personnes réduites à des pourcentages statistiques estimatifs pour lesquelles des plans d'assistance permettent, dans le meilleur des cas, de ne pas descendre de la catégorie de « pauvre » à celle « d'extrêmement pauvre ».

Austérité budgétaire, ouverture des frontières et privatisations n'ont pas seulement des conséquences négatives dans les pays du Tiers Monde. La délocalisation de certaines activités (automobile, textile, composants électroniques, etc.) dans quelques pays intermédiaires contribue à accroître la dualisation de la société dans nombre de pays industrialisés.

Paradoxalement, tous les promoteurs de ces plans et de leur mise en place réclament la démocratisation de la vie politique en même temps que les recettes qu'ils préconisent provoquent une décomposition des sociétés civiles et donc rendent caduque le maintien et la consolidation d'un système réellement démocratique. Mais le transfert, de fait, de pouvoirs économiques et politiques des gouvernements de nombre de pays au profit d'instances multilatérales (FMI, Banque Mondiale), l'augmentation des disparités de revenu et d'accès à l'emploi ou à la terre, la diminution du pouvoir de négociation et de proposition des corps sociaux d'intermédiation (partis, syndicats...) sont aussi des signes de régression de processus démocratiques. Ceci crée des situations explosives pour ces sociétés.

#### B. Crise et restructuration de la pensée et de l'action collective

A la fin des années 1980, l'axe politico-idéologique qui sépare le monde entre l'Ouest et l'Est s'effondre avec la chute du mur de Berlin. L'axe économique qui divise le Monde entre le Nord et le Sud devient quelque chose de plus qu'une simple séparation conceptuelle entre pays riches et pays pauvres. En effet, la consolidation de l'idéologie de la compétitivité sacralise l'exclusion de personnes, pays, régions, entreprises et secteurs économiques aussi bien dans le Nord que dans le Sud qui ne sont pas compétitifs sur le marché mondial. Le marché est ainsi promu au rang de suprême acteur, le seul capable de réguler les déséquilibres économiques et sociaux de la planète. Le discours idéologique sur la compétitivité qui colporte aussi la logique de la guerre économique est à l'origine d'alliances multiples qui favorisent le renforcement ou la création de nouveaux centres ou blocs de pouvoir dont les décisions se prennent de plus en plus souvent dans des structures supranationales. Par ailleurs, cette logique, par ses effets induits (exclusions...), peut aussi conduire à des conflits armés et à des guerres.

La complexité de la « société monde » actuelle, marquée par une interdépendance accrue, crée une situation d'incapacité et d'inhibition collective pour modifier, voire transformer, cet état de fait. Certaines

idéologies, conceptions des changements politiques et sociaux sont en crise ; les formes de l'action collective aussi. Nous avons à réinventer les connaissances nécessaires à cette action mais aussi la manière d'avancer et d'agir collectivement.

Ces deux constatations générales (la démocratisation sans développement et la crise et restructuration nécessaire de la pensée et de l'action collective) nous amènent à nous poser quelques questions capitales : comment prendre en compte ces nouvelles données et articuler des réflexions et démarches collectives capables de dynamiser la construction de modèles de développement intégrant de nouvelles valeurs et objectifs en termes économiques, sociaux et écologiques.

Dans ce sens, l'un des grands problèmes auxquels nous sommes confrontés à l'aube du XXIème siècle est celui du devenir des agricultures paysannes et de leur modernisation.

## 2. Trois constatations particulières

Nous constatons que trois éléments provoquent des mutations profondes dans les sociétés agricoles et rurales :

- la révolution technologique qui introduit des semences, des machines et même des façons de produire complètement nouvelles en faisant appel aux dernières découvertes de la science en matière de bio-technologie ;
- la mondialisation des échanges de produits agricoles qui est conduite dans un contexte de libéralisation des marchés, de politiques néo-libérales, d'abandon des états de leur rôle régulateur dans l'économie ;
- la prise en compte des questions d'environnement et d'écologie qui devrait nous conduire à une mutation des politiques agricoles mais aussi des politiques plus globales menées dans les différents pays.

Dans la situation actuelle, cette révolution technologique, cette mondialisation des échanges et le retrait de l'Etat produisent des changements, des crises, des ruptures très profondes dans les sociétés dont l'histoire, l'identité, se sont construites à partir de ces communautés rurales et de l'existence de paysaneries variées. Ces ruptures affectent l'équilibre des sociétés dans leur ensemble : migrations vers des villes déjà surpeuplées, augmentation du chômage, baisse de la production vivrière du pays, importations massives d'aliments et donc besoin d'investir dans des productions pour l'exportation afin d'obtenir des devises, problèmes d'environnement, etc.

Tous ces changements nous rendent de plus en plus dépendants les uns des autres au niveau de la planète. En ce qui concerne l'agriculture, la production excédentaire de riz et de maïs aux USA, les subventions apportées par le gouvernement américain pour les exportations, les efforts d'augmentation de la production de café et de cacao des paysans dans certains pays d'Asie du Sud-Est, la surproduction de viande bovine en Europe dont les prix étaient soutenus par l'intervention de la Communauté Européenne, sont des facteurs qui ont des conséquences pour les producteurs d'Amérique Latine.

## 3. La recherche des conditions essentielles

Nous pensons que dans les circonstances actuelles, certaines conditions sont essentielles pour que les mutations de l'agriculture puissent se réaliser de manière positive pour l'humanité :

- une garantie, une sécurité foncière qui peut se réaliser sous des formes variées ;
- une maîtrise par les paysans de leurs moyens de production ainsi que la responsabilité de la vente de leurs produits ;
- la possibilité pour les mouvements, les organisations paysannes, indigènes, d'ouvriers agricoles, de groupements villageois ou communautaires d'exister et de se développer sous des formes variées ;
- il faut aussi donner la possibilité à chaque peuple de produire une partie essentielle de sa nourriture ;
- l'existence d'un pacte social favorable : l'engagement d'un jeu ouvert de dialogue, de concertation entre les différents acteurs des sociétés pour s'accorder sur de nouvelles façons de gérer les espaces ruraux, de préserver l'environnement, de se nourrir et d'accorder une certaine place et fonction à l'agriculture.

#### 4. Des valeurs communes

Nous pensons que des valeurs communes doivent nous lier pour engager des processus de dialogue, de travail commun. Trois nous paraissent fondamentales :

- la démocratie entendue dans son sens le plus large : citoyenneté, démocratie politique et économique, démocratie internationale ;
- le respect et la prise en compte de la diversité culturelle ;
- la recherche d'un équilibre entre l'homme et son environnement dans les transformations, les mutations actuelles.

#### 5. Les objectifs du programme

Le programme s'est fixé trois grands objectifs :

- élaborer, recueillir des connaissances utiles pour l'action de tous ceux qui partagent les valeurs communes décrites ci-dessus, concernant des thèmes stratégiques pour l'avenir des agricultures et des sociétés rurales ;
- travailler avec les formes d'organisations les plus variées que s'est donné le monde agricole et rural, pour que celles-ci intègrent dans leur action, tant au niveau international que national ou local, les grands enjeux planétaires : échanges internationaux, révolution technologique, questions écologiques ;
- créer des démarches communes favorisant le dialogue, la concertation, la négociation entre les divers acteurs de la société pour rechercher de nouveaux consensus sur la place et le rôle de l'agriculture et des agriculteurs dans la société.

#### 6. Fonctionnement et ressources

Le programme s'est doté d'un Comité de Pilotage comme instance consultative. Composé de personnes travaillant dans différents milieux : recherche, institutions publiques et privées de coopération, organisations professionnelles, syndicats. Ce comité siège périodiquement pour discuter les orientations du programme dans les différentes régions du monde. La direction et le suivi du programme sont assurés par un coordinateur avec l'appui d'un secrétariat à la FPH.

Le programme fonctionne avec un budget propre qui lui est attribué annuellement par le Conseil de la Fondation. Ses fonds permettent de soutenir les différents travaux engagés pour lesquels d'autres financements peuvent aussi être recherchés par nos partenaires en fonction des besoins. Dans ce sens, il faut signaler que la FPH, par ce programme, ne se limite pas au simple financement de recherches ou d'actions mais elle est aussi un partenaire dans les réseaux de travail qu'elle cherche à créer ou à consolider.

#### 7. Le développement du programme

C'est à partir de ces constats, de ces valeurs, de ces objectifs que nous avons engagé en 1988 le Programme Agricultures Paysannes et Modernisation dans différentes régions du monde.

La première année, le travail a été organisé autour de trois axes :

- définir l'aire de validité de cette option paysanne car on se doute bien qu'elle n'a pas une validité universelle ;
- montrer la diversité des formes et notamment apprécier l'expression géographique des différentes formes d'agricultures paysannes ;
- contacter les organisations paysannes, indigènes et les institutions travaillant sur des questions agricoles.

Plusieurs études et une série de rencontres ont été organisées pendant cette période.

A partir de 1989 et compte tenu de la diversité des contextes, nous avons privilégié une approche géographique par continent, ce qui permet de travailler avec des forces sociales enracinées dans chaque réalité spécifique. Pour la même raison, nous n'avons pas voulu appliquer mécaniquement une procédu-

re de travail : les objectifs et la démarche sont communs mais les points de départ, les partenaires et les thèmes privilégiés ont été choisis à chaque fois en fonction des spécificités. Nous ne donnons ci-dessous qu'un aperçu de l'état d'avancement du travail dans son ensemble (pour plus de détails, cf. les notes sur chaque continent).

**Amérique (du Nord et du Sud).** Des dirigeants paysans et indigènes, des chercheurs, des animateurs d'ONG, ont créé en mai 1992 – sur 15 pays – un réseau interaméricain appelé « Agricultures et Démocratie ».

**Europe Centrale et Orientale.** Une structure de travail appelée « Forum des agriculteurs d'Europe Centrale et Orientale » s'est constituée en 1991 à Varsovie (Pologne) et à Prague (Tchécoslovaquie).

**Europe de l'Ouest.** Plusieurs démarches complémentaires sont engagées pour élaborer des propositions de transformation des politiques agricoles, bien au-delà de l'actuelle réforme de la politique agricole commune.

**Bassin méditerranéen.** Dans les pays du Maghreb et dans les pays des Balkans et du Moyen-Orient, un processus de travail est aussi engagé avec pour thème majeur : la vulgarisation agricole.

**Asie.** Un séminaire de travail associant des personnes du Cambodge, du Laos, du Vietnam doit engager une réflexion-action sur les politiques agricoles liées aux processus de décollectivisation et de libéralisation engagés dans ces pays.

**Afrique.** Un réseau de travail « Agricultures paysannes et modernisation Afrique » s'est mis en place en juin 1992, dans huit pays francophones, anglophones, lusophones, associant des responsables paysans, des animateurs d'ONG, des chercheurs pour travailler dans une démarche commune sur les réponses, les alternatives au processus de désengagement des Etats en Afrique.

## 8. Publications

Au-delà de ces dynamiques continentales de travail, réunies chacune autour d'une charte, de thèmes stratégiques de travail, de méthodes communes de travail, d'échéances, nous avons réalisé un travail d'édition, de traduction, de différents documents en différentes langues : français, espagnol, portugais, polonais, anglais et bientôt russe.

De nouvelles rencontres auront lieu. Rendez-vous d'ici un an ou dix-huit mois.

